Conditions Générales de Vente et d’Utilisation

Mises à jour le 20/04/2025

Article liminaire

La PLATEFORME est privée et ne peut en aucun cas être assimilée ni confondue avec une administration publique française.

La PLATEFORME Declaration-cession.fr est une plateforme proposant un service d’assistance à l’immatriculation de véhicule.

Vous avez la possibilité d’effectuer votre démarche sur l’ANTS sans frais supplémentaires (sans services additionnels donc).

Le titre définitif est remis directement au domicile du demandeur par La Poste, sous pli sécurisé et contre signature.

Article 1. Présentation

La PLATEFORME internet Declaration-cession.fr (ci-après « la PLATEFORME ») est exploitée par les sociétés :

- la société GTCA62, SASU au capital de 1 000 €, dont le SIRET est 89893959000011, immatriculée au RSC d’ARRAS sous le numéro B 898 939 590 et dont le siège social est situé 16, rue du 11 novembre (62300) à LENS, (ci-après : « LA SOCIETE GTCA62 »)

- la société FORMALITE AUTO (ci-après « la SOCIETE »), SASU au capital de 1 000 € dont le SIRET est 84119561300036, immatriculée auprès du RCS de ARRAS sous le numéro 841 195 613 et dont le siège social est situé au 7, rue de l’Hospice (62300) à LENS en FRANCE, (ci-après : « LA SOCIETE FORMALITE AUTO »)

Il sera indiqué au CLIENT, dès les premières étapes de la commande en ligne, quelle société prendra en charge le traitement du dossier. La société ainsi désignée sera l’interlocutrice exclusive du CLIENT dans le cadre du traitement de sa demande.

D’autre part, toute personne physique ou morale souhaitant procéder à un achat via la plateforme Declaration-cession.fr sera dénommée ci-après “L’ACHETEUR”.

Tout internaute, quel que soit le motif de sa présence sur la PLATEFORME, en tant que simple visiteur ou en tant qu’ACHETEUR actif des services et/ou produits (ci-après indifféremment « les SERVICES ») proposés par la PLATEFORME, reconnaît et accepte que sa seule navigation sur l’une quelconque des pages du site internet de la PLATEFORME, entraîne :

- La reconnaissance expresse de l’existence et du contenu des présentes Conditions Générales de Ventes (ci-après « CGVs »), accessibles via un ou des liens hypertextes répartis sur les pages du SITE, notamment en bas de la page d’accueil.

- L’acceptation pleine, totale et sans réserve ni restriction d'aucune nature de l’intégralité des clauses telles que figurant à l’instant de sa navigation, quelle que soit la date de leur publication (ci-après indifféremment « la DATE »),
- La reconnaissance que le contrat (ci-après « le CONTRAT ») entre l’ACHETEUR et la SOCIETE GTCA62 ou la FORMALITE AUTO – selon les prestations sollicitées par le CLIENT - naît de l’acception des CGVs en ligne, en cochant la ou les cases prévues à cet effet, sans qu’il soit nécessaire de matérialiser l’accord par un échange d’écrits ou par une signature manuscrite sur un papier ou sur tout autre support durable,
- L’acceptation du droit dont dispose la SOCIETE GTCA62 et la société FORMALITE AUTO de faire évoluer tout ou partie de ses CGVs et/ou du SITE (ci-après indifféremment « l’EVOLUTION »)
- La reconnaissance que toute utilisation du SITE après une EVOLUTION de ses CGVs et/ou du SITE vaut acceptation expresse des nouvelles CGVs et/ou de la nouvelle version du SITE.
- La version des Conditions Générales de Ventes applicables sont celles validées par l’ACHETEUR avant son paiement et adressées à l’ACHETEUR dès son paiement, dans le courriel de confirmation au format PDF. Ces CGVs sont par ailleurs disponible en footer du site Declaration-cession.fr.

Il est rappelé à l'ACHETEUR qui estimerait, pour des raisons qui lui sont propres, ne pas pouvoir adhérer à l’une quelconque des clauses des CGVs et/ou des pages du SITE et/ou des SERVICES proposés, qu' :

- il possède l'entière liberté de ne pas accepter les termes et conditions des CGVs en vigueur à la DATE de sa navigation sur le SITE,
- il ne peut en conséquence, ni utiliser les SERVICES proposés par la PLATEFORME sans que cela ne s'assimile à une reconnaissance - au moins tacite - des présentes CGV.

Dans ces conditions, l'ACHETEUR ne peut ni exiger du SITE et/ou de la SOCIETE, l’exécution de la moindre obligation à son égard.

Pour des raisons notamment économiques, juridiques ou encore d’adaptation de ses SERVICES, la SOCIETE se réserve la possibilité :

- d’adapter, de modifier, d'amender, par ajout, rectification ou soustraction de mots, phrases,paragraphes, objets, matières ou autre quelconque information, essentielle ou mineure, à tout moment et sans préavis, de tout ou partie du contenu de ses CGVs et/ou du SITE.
- d’adapter, de modifier, de restreindre les conditions d’accès au SITE ou même d’en supprimer ou interdire l’accès, temporairement ou définitivement.

Pour toutes raisons, la SOCIETE se réserve le droit de refuser l’accès au SITE et/ou ou poursuivre y compris sur le plan judiciaire, toute personne, physique ou morale, internaute ou non du SITE et/ou des SERVICES proposés, qui par ses propos et/ou par son comportement, directement ou indirectement, porterait atteinte à l’image et/ou à la réputation du SITE et/ou de la SOCIETE et/ou à la marque Declaration-cession.fr (ci-après « la MARQUE »), par tous moyens, et/ou sur tous supports, en public ou en réseau privé néanmoins accessible à des tiers du fait de sa diffusion, même involontaire ou indirecte par un membre du réseau.

Article 2. Sur les biens et services proposés

Les sociétés GTCA62 ou FORMALITE AUTO peuvent prendre en charge les démarches suivantes :

- Déclaration de cession d'un véhicule

Les sociétés GTCA62 et FORMALITE AUTO proposent des prestations pouvant se décomposer comme suit (1., 2. et 3.) :

1. instantanément, dès après le paiement du prix forfaitaire (ci-après « le PRIX ») du SERVICE, l'ACHETEUR recevra un courriel contentant :

- les présentes C.G.V.,
- un lien l'invitant à prendre connaissance de l'ensemble des pièces à fournir et à transmettre en ligne et/ou par voie postale ainsi que des instructions détaillées dans le but de favoriser l'accomplissement de cette démarche,
- un lien lui permettant d'accéder aux cerfas en partie pré-complétés.

Le respect des instructions présentes dans ce courriel s'avère déterminant dans la bonne constitution d'un dossier complet et recevable (ci-après « le DOSSIER ») par l'ANTS (ci-après indifféremment « l'ADMINISTRATION »), incluant le montant des droits et taxes divers (ci-après indifféremment « les TAXES »). La phase ci-dessus décrite représente l'essentiel du PRIX du SERVICE.

2. 24 heures - pour les jours ouvrés et hors jours fériés - au plus tard après la réception du DOSSIER, l'ACHETEUR recevra un courriel de confirmation de son traitement par du personnel qualifié.

Toutefois, si après traitement il apparaît que le DOSSIER n'est pas en état d'être transmis à l'Administration (documents manquants, mal ou insuffisamment renseignés), l'ACHETEUR recevra un courriel de rappel des pièces manquantes et/ou à compléter et/ou à modifier, dans la limite de quinze (15) jours à compter du paiement du PRIX ; passé ce délai, le DOSSIER pourra être considéré comme abandonné et le délai de 24 heures ne sera plus garanti.

Après réception du dossier, les équipes de la société GTCA62 ou de la société FORMALITE AUTO inspectent sous 24h ouvrés et hors jours fériés, l'ensemble des pièces transmises par le Client. En cas de documents manquants ou non conformes, les équipes de la société GTCA62 avisent le Client.

Si 1 mois après l'envoi de ce courriel le Client ne transmet pas les éléments manquants au dossier, les équipes des sociétés GTCA62 et FORMALITE AUTO peuvent considérer que le Client a renoncé à sa demande.

3. Services facultatifs :

La PLATEFORME Declaration-cession.fr, propose également l'aide à la délivrance d'un certificat Crit'Air dont la tarification est détaillée au point 3.2. des présentes CGV.

La PLATEFORME Declaration-cession.fr, propose également l'aide à la délivrance d'un certificat de non-gage du véhicule dont la tarification est détaillée au point 3.2. des présentes CGV.

La PLATEFORME Declaration-cession.fr propose également un service facultatif grevé d'un surcoût de 3 euros au terme duquel l'ACHETEUR sera informé par SMS, étape par étape, de l'état du traitement de son dossier par SMS.

L'ensemble de ces services seront traités par la société FORMALITE AUTO.

Article 3. Sur la tarification appliquée

En préambule, la SOCIETE rappelle qu' :

- Au regard de l’article L. 410-2 du Code de Commerce selon lequel « les prix des biens, produits et services sont librement déterminés par le jeu de la concurrence », les prix sont librement fixés par le SITE,

- Conformément à l’article L. 112-1 du Code de la Consommation, l’information précontractuelle du consommateur est respectée au regard du fait que le SITE indique à la fois le prix de la prestation fournie dans sa globalité, ainsi que le prix détaillé de chaque service composant le coût global de la prestation de services (voir tableau ci-après),

- Le montant du service est estimé lors de la commande et dépend des caractéristiques techniques du véhicule et du prix des chevaux fiscaux fixés par les régions chaque année. Les montants indiqués au sein du tableau reproduit au 3.2 ne sont donc exposés qu’à titre indicatif et seuls les montants exposés lors de la dernière étape de la commande doivent être assimilés au prix total du Service. Plus d’informations sur https://immatriculation.ants.gouv.fr/tout-savoir/taxes-sur-les-cartes-grises

- Les prix et conditions de paiement ou de remboursement s’imposent au consommateur qui déclare avoir lu et accepté, sans réserve, les Conditions Générales de Vente et d’Utilisation du SITE.

- Conformément à l’article 1103 du Code Civil selon lequel « les contrats légalement formés tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faits » et qu'en conséquence, le contrat est formé dès le paiement du prix convenu.

- Lorsque la demande est relative à la fourniture de services (aide à la préparation du dossier personnalisé en vue de l’établissement d’une carte grise par l’Agence Nationale des Titres Sécurisés (ci-après « L'ANTS) et lorsque le dossier est complet, l’enregistrement des données fournies auprès de l’ANTS), le paiement demandé entraîne l’exécution immédiate et pleine de 6 services selon les informations communiquées par le consommateur à l’ouverture de son compte à savoir :

- Etape A : Préparation de l’enregistrement, incluant la liste personnalisée des documents à fournir, les consignes anti-rejet de dossier, la communication des cerfas appropriés en partie pré-complétés, la mise à disposition d’un outil de remplissage de PDF en ligne simple et intuitif ainsi qu’un accès à la plateforme de formation de sensibilisation à la conduite économe et citoyenne offerte (hébergée sur sedeplacer.org)

- Etape B : Réception et stockage sécurisé du dossier :

Pour des raisons de respect des données personnelles du CLIENT, les documents sous format papier transmis seront systématiquement numérisés puis détruits, à l’exception des cerfas.

Les conditions de stockage des documents sont explicitées au 12. des présentes CGV.

- Etape C : Contrôle de conformité du dossier, incluant la vérification de chaque justificatif. Si le dossier n’est pas conforme, la SOCIETE adresse par email au Client une demande de régularisation de la non-conformité constatée. Dès la non-conformité régularisée par le Client, la SOCIETE passe à l'étape D,

- Etape D : Enregistrement des données dans l’ANTS / archivage du dossier ou email explicatif en cas d'impossibilité.

Si l’enregistrement dans l’ANTS s’avère impossible, la SOCIETE adresse par courriel au client des explications sur le rejet dudit dossier et l’informe des éventuelle(s) solution(s) qui s'offrent à lui.

L'ensemble de ces diligences ci-dessus listés seront réalisés par le personnel du SITE avec l’aide d’outils informatiques performants et adaptés. Ces prestations sont rendues automatiquement dès le paiement et constituent une succession de prestations exécutés au sens de l’article L 221-28 précité. Elles sont suivies, après la réception des documents demandés, de l’examen particulier de chaque dossier par du personnel qualifié.

De surcroît, le SITE n’a l’obligation d’enregistrer les données et d’envoyer les documents et les taxes que si le dossier personnalisé est complet.

Il est en effet rappelé que la SOCIETE n’a qu’une obligation de moyen quant à la fabrication et l’envoi du titre sécurisé par l'ADMINISTRATION, qui est maître de ses décisions et actes.

Enfin, en cas d’application du délai de rétractation par le consommateur qui a demandé que la prestation de services débute avant l’expiration du délai de 14 jours, et ce, conformément aux articles L 221-18, 221-21, 221-25 et 221-28 du Code de la Consommation, il ne pourra lui être remboursé que le coût des prestations non fournies à cette date.

3.1 Politique de remboursement

En accord avec les articles L. 221-18, 221-21, 221-25 et 221-28 du Code de la Consommation précités, le montant des remboursements dus au Client correspondra à l’état d’avancement du dossier traité par les équipes de la société GTCA62 ainsi que par celles de la société FORMALITE AUTO ; et ce, selon les prestations sollicitées par le CLIENT.

Ledit état d’avancement du dossier, tel que décomposé au sein du présent article, sera indiqué sur l’Espace Utilisateur du Client.

Pour toute demande d’annulation et de remboursement concernant une commande datant de 14 jours calendaires ou moins, la Société s’engage, après examen du formulaire de réclamation du Client, à le rembourser intégralement des Frais Administratifs versés (tels que définis en 3.3).

L’option facultative d’alerte par SMS d’information étape par étape de l’état d’avancement de traitement du dossier n’est pas sujette à remboursement.

3.2 Frais de services : prestations principales

La prestation fournie par la SOCIETE consiste à simplifier la gestion préparatoire de votre dossier et d’assurer un contrôle de la conformité dudit dossier afin de le rendre conforme aux exigences de l’ANTS.

Dès le paiement, l’Espace Utilisateur permet notamment d’accéder immédiatement à la liste personnalisée des documents à fournir selon votre situation, à l’étape correspondant à la prestation ainsi qu’aux CERFA obligatoires déjà en partie remplis et prêts-à-signer.

À réception du dossier complet et conforme, la SOCIETE procède à l’enregistrement de la demande sous 24h dans le Système d’Immatriculation des Véhicules (ou auprès de l’Agence Nationale des Titres Sécurisés).

L’ensemble des services fournis par les sociétés GTCA62 et FORMALITE AUTO ainsi que le détail – à titre purement indicatif - de la tarification de ces prestations sont détaillés ci-dessous :

ETAPES CLEFS ET PRESTATIONS CORRESPONDANTES

Déclaration de cession d'un véhicule :

	Prix TTC	A Préparation de l’enregistrement	B Transmission du dossier et stockage sécurisé	C Contrôle de conformité du dossier	D Enregistrement / archivage ou email explicatif
Déclaration de cession d'un véhicule	57,70€	27,70€	17,00€	7,00€	6,00€
Option SMS	3,00€	3,00€			
Option Certificat de non gage	17,70€	7,70€	5,00€	3,00€	2,00€

Notes :

A/ Liste personnalisée des documents à fournir, consignes anti-rejet de dossier, cerfas appropriés en partie pré-complétés, outil de remplissage de PDF en ligne simple et intuitif ainsi qu’un accès à la plateforme de formation de sensibilisation à la conduite économe et citoyenne offerte (hébergée sur sedeplacer.org)

C/ Vérification de chaque justificatif. Si le dossier n’est pas conforme, la SOCIETE adresse par email au Client une demande de régularisation de la non-conformité constatée. Dès la non-conformité régularisée par le Client, la SOCIETE passe à l'étape D.

D/ Si l’enregistrement dans l’ANTS est impossible, la SOCIETE adresse par email au client des explications et les éventuelle(s) solution(s) qui s'offrent à lui.

3.3. Frais administratifs

À la prestation principale, s’ajoutent des Frais Administratifs. Les frais administratifs sont proportionnels aux taxes d'immatriculation incrémentés de la TVA de 20 %.

Nous calculons ces frais automatiquement lors de votre commande. Vous pouvez calculer le montant des taxes d'immatriculation lié à votre démarche/véhicule en utilisant le simulateur : https://www.service-public.fr/simulateur/calcul/cout-certificat-immatriculation

Ces Frais Administratifs correspondent à tous les frais afférents au Service payé par le Client, à savoir, de façon non limitative :

- les frais d'hébergement et de traitement informatique,
- les frais de recontrôle du dossier en cas d'incomplétude ou non conformité,
- les frais postaux quand il est nécessaire de renvoyer des justificatifs,
- les frais d'ouverture et maintenance de l'espace client.

3.4. Frais de service : prestations facultatives

La PLATEFORME Declaration-cession.fr propose également un ensemble de services facultatifs pour l’UTILISATEUR.

Prestation d’aide à la délivrance d’un CERTIFICAT CRIT’AIR :

La vignette Crit’Air ne peut être commandée qu’après réception du dossier, du mandat et sous réserve de la validité de ce dernier.

Total des frais de services de délivrance d’un certificat Crit’Air tel que décomposé à l’article 3.2 des présentes CGV.

Prestation d’aide à la délivrance d’un CERTIFICAT DE NON GAGE DU VEHICULE :

Total des frais de services de délivrance d’un certificat de non gage du véhicule tel que décomposé à l’article 3.2 des présentes CGV.

Dès lors que le Client reçoit son certificat de non gage, aucun remboursement ne peut être exigé par ce dernier pour cette prestation.

Frais possibles supplémentaires à la charge du client :

Alerte SMS facultative de l’état d’avancement du traitement du dossier tel que décomposé à l’article 3.2 des présentes CGV.

Option « Traitement prioritaire » afin de traiter en priorité votre dossier tel que décomposé à l’article 3.2 des présentes CGV.

Article 4. Sur les obligations des parties

Passé un délai de 30 jours après la date de paiement par carte bancaire sur la PLATEFORME, tout dossier resté incomplet et non conforme, pourra être considéré comme abandonné et annulé, ne sera donc pas traité.

Partant, il appartient à l’ACHETEUR de renseigner correctement et lisiblement les informations relatives au DOSSIER, en utilisant les champs prévus à cet effet et en produisant des documents exploitables et lisibles.

La SOCIETE ne pouvant être considérée responsable des erreurs commises ou des manquements de l’ACHETEUR.

La commande fera systématiquement l’objet d’une confirmation par courrier électronique au sein duquel seront de nouveau communiquées les Conditions Générales de Vente, à l’adresse indiquée lors de la commande. Pour le suivi de sa commande ou toute éventuelle réclamation, l'ACHETEUR pourra s’adresser au service clientèle à l’adresse électronique suivante : contact@declaration-cession.fr

La SOCIETE se réserve le droit de refuser la commande d’un ACHETEUR avec lequel existe un différend relatif à l’exécution ou au paiement d’une commande antérieure. Par la réalisation des actions énoncées ci-dessus, et sous réserve de la réception d’un dossier complet, incluant la taxe due au TRESOR PUBLIC, l'ACHETEUR donne mandat express à la SOCIETE pour transmettre le dossier complet à l’ADMINISTRATION.

4.1. Obligations du Prestataire

La SOCIETE s’engage, dès le paiement du prix de sa prestation, et sans attendre l’expiration du délai de rétractation de 14 jours mentionné à l‘article L. 221-18 du Code de la Consommation si l‘ACHETEUR a donné son accord exprès préalable dans le but d’accélérer le traitement de son dossier, ou après l’expiration de ce délai s’il n’a pas donné son accord, à lui transmettre par retour de courriel, à l’adresse qu’il aura préalablement indiquée, l’ensemble des informations, documentations et instructions utiles et nécessaires à la constitution de son dossier.

Cette phase constituée par le traitement automatisé des données, l’analyse des informations reçues et l’envoi des informations, documentations et instructions utiles et nécessaires à l’exécution de sa demande, représente d’ores et déjà, au sens des dispositions de l’Art. L 221-25 du Code de la Consommation, l’essentiel du service fourni par la SOCIETE au bénéfice de l’ACHETEUR.

La SOCIETE s’engage, dès que le dossier de l’ACHETEUR est complet et conforme, à le transmettre au plus tard sous 24 heures, à l’ADMINISTRATION compétente.

Toutefois, la SOCIETE ne saurait être tenue pour responsable,

- ni d’un refus de traitement par l’Administration pour quelque raison que ce soit, par exemple liée aucontenu des documents ou aux informations erronées communiquées par l’ACHETEUR, dont la SOCIETE ne pouvait soupçonner l’existence,
- ni du délai ou du retard mis par l’Administration dans le traitement du dossier de l’ACHETEUR.

En cas de refus de traitement par l’Administration, l’ACHETEUR devra seul contacter le service compétent, et si nécessaire, lui transmettre par ses moyens propres et à ses frais, toute réclamation ou tous documents rectifiés ou complémentaires utiles à un nouvel examen et/ou au traitement de son dossier.

La SOCIETE s’engage, en cas d’erreur de sa part, à prendre en charge le dossier de correction et à assurer le suivi de la demande auprès de l’ANTS.

S’agissant de la délivrance du certificat Crit’Air, ledit certificat est expédié à l’adresse mentionnée sur la carte grise du véhicule mentionné lors de la commande faite en ligne sur la PLATEFORME.

À cet égard, il est rappelé que les délais de livraison stipulés ne sont donnés qu'à titre indicatif.

L'ensemble des délais annoncés est calculé en jours ouvrés. Les délais de livraison pour le Certificat d'Immatriculation définitif ou le certificat Crit’Air ne sont en aucun cas garantis par les sociétés GTCA62 et FORMALITE AUTO ; ces certificats étant édités puis envoyés directement par l'Imprimerie Nationale dès validation de votre dossier par le PRESTATAIRE.

4.2 Obligations du Client

Le Client s’engage à fournir et maintenir une adresse électronique valide tout au long de la procédure. Si Le Client devait être amené à changer ladite adresse mail, il s'engage à en informer la PLATEFORME sans délai. Le Client s'engage également à fournir les informations requises et renseigner les éléments du dossier comme suit :

4.2a. En s’assurant de la pertinence et de la véracité des informations fournies et des documents transmis, ainsi que de leur conformité aux textes et lois en vigueur, dont il assume seul la responsabilité en cas de défaut, d’erreur ou d’irrégularité.

De plus, le Client s’engage à fournir des documents originaux et des copies conformes à ces originaux. La SOCIETE rappelle d’ailleurs que l’Article 226-4-1 du Code Pénal sanctionne de 2 ans d'emprisonnement et de 20.000 euros d'amende l’usurpation d’identité. L’usage de faux quant à lui est puni de 10 ans d'emprisonnement et de 150 000 euros d'amende comme le dispose les articles 441-1 à 441-6 du Code pénal.

4.2b. En transmettant un dossier complet et conforme à la liste des documents demandés depuis la rubrique « Mon compte » du SITE.

Article 5. Sur les modalités de règlement

Les prix mentionnés sur la PLATEFORME sont indiqués en EURO et toutes taxes comprises (TVA au taux en vigueur au jour de la commande).

Tout changement du taux de la TVA sera répercuté sur les prix des services ou produits proposés par la PLATEFORME.

Les prix mentionnés sur la PLATEFORME relatifs aux droits et taxes divers dus au TRESOR PUBLIC ne sont pas soumis à TVA.

Conformément aux dispositions des articles L. 131-35 et L. 163-1 à 12 du Code Monétaire et Financier, les services ou produits proposés par la PLATEFORME doivent être réglés par carte bancaire.

Il en sera d'ailleurs de même dans l'éventualité d'une d'opposition non justifiée et/ou d'agissement frauduleux de l'ACHETEUR après un paiement par carte bancaire.

Dans cette situation, le compte de l'ACHETEUR sera débité lors de la commande du ou des services ou produits proposés par la PLATEFORME.

Malgré les soins apportés par la SOCIETE pour assurer une mise à jour aussi régulière que possible des tarifs fiscaux correspondant au coût légal d'immatriculation, la SOCIETE ne peut pas être tenue pour responsable, en cas de :

- modification de ses tarifs par l'ADMINISTRATION ou de différence de tarifs entre des taxes régionales,
- d'erreur de calcul par l'ADMINISTRATION,
- d'erreur commise par l'ACHETEUR au titre des informations qu'il a fournies pour le calcul du coût du certificat d'immatriculation ; en pareille situation, l'UTILSATEUR devra régulariser ce manquement au plus tard sept (7) jours après avoir été reçu le lien de paiement lui permettant de corriger cette erreur.

Article 6. Sur la rétractation et l'annulation

6.1. Prestations de services

En application de l'article L 221-25 du Code de la Consommation, la PLATEFORME peut recueillir la demande de l'ACHETEUR qui souhaite expressément que l'exécution de la prestation de service débute sans attendre l'expiration du délai de rétractation de 14 jours, soit immédiatement après le paiement par carte bancaire sur la PLATEFORME. L'ACHETEUR est informé que conformément aux dispositions légales en vigueur, s'il exerce le droit de rétractation mentionné à l'article L 221-25 précité, alors que la prestation de services a commencé, avec son accord exprès préalable, il sera tenu de verser à la PLATEFORME un montant correspondant au service déjà fourni jusqu'à la communication de sa décision de se rétracter, dont le détail est mentionné à l'article 3.1 ci-dessous. (Article L 221-25 du Code de la Consommation)

L'ACHETEUR est également informé que conformément aux dispositions légales en vigueur, s'il a donné son accord exprès préalable pour que la prestation de services commence avant l'expiration du délai de rétractation de 14 jours, et que cette prestation est pleinement exécutée avant la fin de ce délai, il ne pourra plus exercer son droit de rétractation, même si ce délai n'est pas expiré en totalité, et sera tenu de verser à la SOCIETE l'intégralité du montant correspondant au service accompli, dont le coût est mentionné à l'article 3.1 ci-dessous. (Article L 221-28 du Code de la Consommation)

En cas d'annulation de la commande, lorsque l'ACHETEUR a renoncé à son droit de rétractation, aucune des prestations décrites à l'Article 3.2. des présentes C.G.V. ne sont sujettes à remboursement.

6.2 Rétractation

Dans l'éventualité où l'ACHETEUR ne souhaiterait pas voir l'exécution de la prestation de service débuter immédiatement après le paiement sur la PLATEFORME, ce dernier peut, en application de l'Art. L 221-21 du Code de la Consommation, exercer son droit de rétractation.

Pour ce faire, l'ACHETEUR doit en informer la PLATEFORME par l'envoi, avant l'expiration du délai de 14 jours, d'un simple email à contact@declaration-cession.fr ou en nous contactant par tchat (bouton en bas à droite sur toutes les pages du site) ou par tout autre moyen dénué de toute ambiguïté, exprimant sa volonté de se rétracter. (Art. L 221-21 du Code de la Consommation)

Un formulaire type de rétractation est d'ailleurs disponible à cette adresse : https://www.service-public.fr/professionnels-entreprises/vosdroits/R38397

Article 7. Sur la responsabilité

Les sociétés GTCA62 et FORMALITE AUTO, dans le processus de vente en ligne, ne sont tenues que par une obligation de moyen.

Le bon fonctionnement du service implique l'utilisation de réseaux de communication, ainsi que l'intervention de différents partenaires comme LA POSTE.

Si la SOCIETE s'engage à faire tout son possible pour assurer le bon fonctionnement du SITE via cette chaîne d'intervenants de manière continue, elle ne pourra toutefois pas être tenue pour responsable d'éventuelles défaillances ou de dysfonctionnements de celle-ci.

De même, si la PLATEFORME peut être visitée, utilisée et/ou lue sur tous supports adaptés (ordinateur, tablette, smartphone), la SOCIETE ne saurait être tenue pour responsable des erreurs ou de l'impossibilité d'utilisation du SITE même temporairement, en lien ou comme conséquence d'un défaut, d'une défaillance ou d'un dysfonctionnement du support choisi par l'ACHETEUR.

L'ACHETEUR est le seul responsable de la pertinence et de la qualité des informations qu'il a fournies ainsi que de l'opportunité d'utiliser les services et produits proposés par la PLATEFORME au regard de sa situation particulière.

La SOCIETE ne peut en aucun cas garantir une issue favorable à l'ACHETEUR dans le cadre de la procédure entreprise, auprès de l'ADMINISTRATION, qui peut accepter ou refuser, totalement ou partiellement, de faire droit aux demandes qui lui sont soumises, en totale indépendance, au regard de la loi et de ses attributions, sans que la responsabilité de la SOCIETE et/ou du SITE ne puisse être recherchée à quelque titre que ce soit.

L'ACHETEUR reconnaît que la SOCIETE n'est tenue que par une obligation de moyen, sa responsabilité ne pouvant être engagée pour un dommage résultant de l'utilisation du réseau Internet tel qu'un dysfonctionnement inhérent aux services informatiques préfectoraux, perte de données, intrusion, virus, rupture du service, ou autres problèmes involontaires et indépendants de ses services.

La SOCIETE n'édite ni ne délivre de certificat d'immatriculation, et ne peut donc pas être tenue responsable des délais d'enregistrement et de traitement imposés par l'ADMINISTRATION ou des délais d'envoi ou encore d'erreurs éventuelles commises par cette dernière.

Toute tentative de mise en oeuvre par l'ACHETEUR de la responsabilité des sociétés GTCA62 ou FORMALITE AUTO devra faire l'objet de l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception adressée à :

- Pour l’accomplissement des diligences effectuées par la société GTCA62 :

GTCA62 16, rue du 11 novembre 62300 LENS

- Pour l’accomplissement des diligences effectuées par la société FORMALITE AUTO :

FORMALITE AUTO 7, rue de l’Hospice 62300 LENS

Il sera indiqué au CLIENT, dès les premières étapes de la commande en ligne, quelle société prendra en charge le traitement du dossier. Le CLIENT sera donc prié de prendre attache avec la société en charge dudit dossier.

Cette lettre devra être motivée et accompagnée s’il y a lieu de pièces justificatives en photocopies. La SOCIETE ne saurait en aucune circonstance encourir de responsabilité au titre des dommages indirects, qui incluent notamment tout préjudice moral ou financier, pertes de données, ainsi que toute action dirigée contre l’ACHETEUR par un tiers.

En cas de rejet de sa demande par l’Administration, l’ACHETEUR s’engage à en avertir la PLATEFORME au plus tard sept (7) jours après la réception de cette information, à l’adresse email suivante : contact@declaration-cession.fr

Article 8. Sur l'archivage et les modalités de preuve

La SOCIETE archivera les bons de commandes, les factures et toutes pièces utiles à la réalisation de la PRESTATION sur un support fiable et durable constituant une copie fidèle conformément aux dispositions de l’article 1379 du Code civil.

Les registres informatisés de la SOCIETE seront considérés par les parties comme preuve des communications, commandes, paiements et transactions intervenus entre les parties.

Article 9. Sur la force majeure

La SOCIETE ne saurait être tenue responsable en cas d’inexécution de l’un de ses engagements envers l’ACHETEUR, si ce manquement est dû à un cas de force majeure tel que les catastrophes naturelles, émeutes, guerres, épidémies, défaillance des fournisseurs et partenaires, fait du Prince, tremblements de terre, dysfonctionnement des télécommunications.

Article 10. Sur la nullité, illégalité et inopposabilité

Dans le cas où l’une des dispositions des présentes CGV serait considérée comme nulle, illégale ou inopposable par une décision de justice, les autres dispositions des CGV resteront en vigueur et cela ne viendra pas pour autant affecter la validité et l’opposabilité de ces dernières.

Article 11. Sur les données à caractère personnel

11.1 Dispositions générales

La SOCIETE est responsable du traitement des données des ACHETEUR ou des simples internautes ayant transmis certaines de ses données personnelles à LA PLATEFORME, qui ont été collectées dans le respect des dispositions légales de la loi française dite « Informatique et Liberté » du 6 janvier 1978 modifiée sous le contrôle de la Commission Nationale Informatiques et Libertés (CNIL), et plus généralement de la Directive

Européenne n° 95/46/CE du 24 octobre 1995 sur la Protection des données à caractère personnelles.

11.2 Transmission des données personnelles à des tiers

L’ACHETEUR ou le simple internaute ayant transmis certaines de ses données personnelles au SITE est informé que la SOCIETE se réserve le droit d’utiliser les données collectées à des fins de gestion des fichiers de ses clients et des prospects (conformément à la Norme Simplifiée n°48 adoptée par délibération de la CNIL du 21 juillet 2016), mais également à des fins de prospections commerciales par tous tiers, et accepte à ce dernier titre, de recevoir de la publicité de tiers, notamment des PARTENAIRES de la SOCIETE.

11.3 Droit d’accès, de rectification et d’opposition

Conformément aux dispositions de l’Art. 38 de la loi française du 6 janvier 1978 modifiée, l’ACHETEUR ou le simple internaute ayant transmis certaines de ses données personnelles au SITE est informé que toute personne physique justifiant de son identité peut exercer un droit d’accès, de rectification et/ou d’opposition au traitement de ses données et/ou à l’utilisation de ses données à des fins de prospections commerciales :

- soit dès la communication des données en cochant la case prévue à cet effet,
- soit postérieurement en demandant au responsable du traitement des données (voir Art. 11.1) de rectifier, compléter, mettre à jour, limiter l’accès ou supprimer tout ou partie des données collectées la concernant, par courrier (voir Art. 11.1) ou à l’adresse suivante : contact@declaration-cession.fr.

11.4 Mise à jour des données personnelles

L’ACHETEUR ou le simple internaute ayant transmis certaines de ses données personnelles au SITE s’engage à assurer, si nécessaire, la mise à jour des informations personnelles le concernant, lesquelles doivent avoir été données avec exactitude, et sous sa seule responsabilité.

11.5 Utilisation de liens hypertexte

L’ACHETEUR ou le simple internaute ayant transmis certaines de ses données personnelles au SITE est informé que les liens hypertexte contenus dans la SITE afin de lui permettre d’être dirigé vers des sites internet exploités par des tiers, ne sont fournis qu’à titre indicatif, et que la SOCIETE ne saurait à aucun moment et pour quelque cause que ce soit, voir engager sa responsabilité, particulièrement en matière de protection des données à caractère personnel, pour le cas où les tiers exploitants du ou des sites consultés, porteraient une atteinte quelconque aux droits ou aux biens ou à la personne de l’ACHETEUR ou le simple internaute ayant transmis certaines de ses données personnelles au SITE.

11.6 Cookies et traceurs

L’ACHETEUR ou le simple internaute ayant transmis certaines de ses données personnelles au SITE est informé de la possible utilisation de fichiers de repérage et de stockage d’informations dits « Cookies » ou « traceurs » (ci-après indifféremment « les COOKIES ») :

- par la PLATEFORME, notamment aux fins de facilitation de l’accès, d’amélioration de la qualité de la navigation et des fonctionnalités du SITE,
- par des site tiers, notamment à des fins statistiques (Google), ou d’hébergement (OVH) ou de partage de réseaux (Facebook, Twitter, Instagram)

Les COOKIES utilisés par la PLATEFORME sont réservés à un strict usage interne, et les informations collectées ne seront jamais transmises à des tiers, sauf autorisation expresse de l'ACHETEUR ou le simple internaute ayant transmis certaines de ses données personnelles au SITE.

Conformément aux lois en vigueur sur la protection des données personnelles, notamment la Directive Européenne n° 2009/136/CE du 25 novembre 2009, apportant modification de l'Art. 5 (3) de la Directive n° 2002/58/CE et l'Art. 32-II de la loi française du 6 janvier 1978 modifiée, l'ACHETEUR ou le simple internaute ayant transmis certaines de ses données personnelles au SITE est informé qu'il peut s'opposer à tout moment à l'enregistrement des COOKIES ou les supprimer selon les modalités généralement mentionnées sous l'onglet « en savoir plus » lors de l'apparition d'un bandeau d'information sur la présence de COOKIES, ou en se rapportant aux manuels d'utilisation du navigateur habituel ou de l'ordinateur.

Certains COOKIES sont toutefois indispensables au bon, fonctionnement du SITE pour répondre à la demande de l'ACHETEUR ou le simple internaute ayant transmis certaines de ses données personnelles au SITE et peuvent être mis en oeuvre sans autorisation préalable, et ne peuvent pas être modifiés ou supprimés (accès au panier, accès à l'espace personnel, etc ..) sans risquer de perturber ou d'empêcher la réalisation de la demande de l'ACHETEUR ou le simple internaute ayant transmis certaines de ses données personnelles au SITE.

11.7 Réseaux sociaux

La PLATEFORME n'utilise aucun lien (« plug-in ») permettant un accès direct à des réseaux sociaux, comme ceux de Facebook, Twitter ou Instagram. Il n'est donc pas forcément indispensable de se déconnecter du réseau social avant de visiter la PLATEFORME pour éviter la collecte d'informations vous concernant par ce réseau. Toutefois, l'ACHETEUR ou le simple internaute ayant transmis certaines de ses données personnelles au SITE est avisé qu'il est conseillé de se déconnecter préalablement des réseaux pour éviter ou réduire le risque d'une appréhension de données personnelles, ce dont la SOCIETE ne pourra pas être tenue pour responsable.

Article 12. Sur les données à caractère personnel, la protection et les cookies

12.1 Dispositions générales

Les sociétés GTCA62 et FORMAITE AUTO sont responsables du traitement des données des ACHETEURS ou le simples internautes ayant transmis certaines de ses données personnelles au SITE de la PLATEFORME, qui ont été collectées dans le respect des dispositions légales, et particulièrement de la loi française dite « Informatique et Liberté » du 6 janvier 1978 modifiée sous le contrôle de la Commission Nationale Informatiques et Libertés (CNIL), et plus généralement du Règlement Général sur la Protection des Données (ci-après « RGPD ») du 27 avril 2016, entré en vigueur le 25 mai 2018 (abrogeant la Directive Européenne n° 95/46/CE du 24 octobre 1995 sur la Protection des données à caractère personnelles).

12.2 Finalité et types de données collectées et traitées, transmission des données personnelles à des tiers

L'ACHETEUR ou le simple internaute ayant transmis certaines de ses données personnelles au SITE est informé qu'il est libre de ne pas communiquer des informations personnelles le concernant, mais il reconnaît qu'en pareille hypothèse, le défaut d'une ou plusieurs informations peut gêner ou empêcher la PLATEFORME d'exécuter tout ou partie de ses obligations.

En ce sens, le recueil de données personnelles a pour finalité première l'intérêt légitime de la PLATEFORME à assurer la meilleure qualité de ses PRESTATIONS, et leur amélioration.

Seules, parmi les données collectées, figurent celles qui ont un rapport direct et immédiat au service attendu, tel que les informations sur l'ACHETEUR ou le simple internaute ayant transmis certaines de ses données personnelles au SITE (nom, adresse, moyen de paiement, adresse IP, etc ..).

L’ACHETEUR ou le simple internaute ayant transmis certaines de ses données personnelles au SITE est ainsi informé que la PLATEFORME se réserve le droit d’utiliser les données collectées à des fins de gestion des fichiers de ses clients et des prospects (conformément à la Norme Simplifiée n°48 adoptée par délibération de la CNIL du 21 juillet 2016), mais également, sous la réserve de son accord préalable et expresse, sous la forme d’une « case à cocher » et/ou d’un « formulaire à remplir », d’utiliser ces données à des fins de prospections commerciales par tous tiers, et accepte à ce dernier titre et de ce fait, de recevoir de la publicité de tiers, notamment des PARTENAIRES de la SOCIETE.

12.3. Droit d’accès, de rectification, de mise à jour, de verrouillage ou d’effacement, de retrait ou de limitation

Conformément notamment, aux dispositions de l’article 38 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée et des articles 15 à 19 du RGPD, l’ACHETEUR ou le simple internaute ayant transmis certaines de ses données personnelles au SITE est informé que toute personne physique justifiant de son identité peut exercer un droit d’accès (article 15), de rectification (article 16), de mise à jour (article 17), de verrouillage ou d’effacement (article 17), de retrait ou de limitation d’un consentement préalablement donné (articles 13-2c et 18) au traitement de ses données et/ou à l’utilisation de ses données à des fins de prospections commerciales :

- soit dès la communication des données en cochant la case prévue à cet effet,
- soit postérieurement en demandant au responsable du traitement des données de rectifier, compléter,mettre à jour, limiter l’accès ou supprimer tout ou partie des données collectées la concernant, par courrier ou via l’url : contact@declaration-cession.fr

L’ACHETEUR ou le simple internaute ayant transmis certaines de ses données personnelles au SITE est informé que sauf si une telle communication se révèle impossible ou exige des efforts disproportionnés, le responsable du traitement notifie à chaque destinataire auquel les données personnelles ont été communiquées, toute rectification ou effacement ou toute limitation de traitement (Article 19 du RGPD).

12.4 Droit à l’information, la portabilité et à l’opposition

L’ACHETEUR ou le simple internaute ayant transmis certaines de ses données personnelles au SITE est également informé qu’il bénéficie du droit de recevoir une copie lisible des informations qu’il a fournies à la PLATEFORME, et du droit à la portabilité des données, de la PLATEFORME vers un autre destinataire de son choix, sauf impossibilité technique, dès lors que le traitement des données était fondé sur son consentement préalable et sur un contrat, et qu’il a été effectué à l’aide d’un procédé automatisé. (Article 20 du RGPD)

L’ACHETEUR ou le simple internaute ayant transmis certaines de ses données personnelles au SITE est encore informé qu’il dispose d’un droit d’opposition au traitement de ses données personnelles, notamment en raison de sa situation particulière ou du fait d’une utilisation à des fins de prospections commerciales (Article 21 du RGPD).

Enfin, l’ACHETEUR ou le simple internaute ayant transmis certaines de ses données personnelles au SITE est informé qu’il a le droit de ne pas faire l’objet d’une décision fondée exclusivement sur un traitement automatisé, y compris le profilage, produisant des effets juridiques la concernant ou l’affectant de manière significative de façon similaire, sauf lorsque la décision est nécessaire à la conclusion ou à l’exécution d’un contrat entre la personne concernée et un responsable du traitement, est autorisée par le droit de l’État membre auquel le responsable du traitement est soumis, ou est fondée sur le consentement explicite de la personne concernée (Article 22 du RGPD).

12.5 Limites au droit d’accès

L’ACHETEUR ou le simple internaute ayant transmis certaines de ses données personnelles au SITE peut, à tout moment, exercer son droit d’accès par écrit, par courriel, ou par pli simple ou suivi ou recommandé avec avis de réception, accompagné d’une copie de sa pièce d’identité, ou éventuellement sur place en présentant une pièce d’identité.

Toutefois, le responsable du fichier peut refuser la demande d’accès, mais doit dans ce cas, motiver sa décision et exposer les voies et délais de recours.

Il peut aussi ne pas y répondre, si elle présente un caractère manifestement abusif notamment par le nombre ou la répétition.

S’il ne dispose pas ou plus de données, le responsable doit néanmoins répondre dans un délai de 2 mois.

Enfin, le droit d’accès doit s’exercer dans le respect des droits des tiers.

12.6 Mise à jour des données personnelles

L’ACHETEUR ou le simple internaute ayant transmis certaines de ses données personnelles au SITE s’engage à assurer, si nécessaire, la mise à jour des informations personnelles le concernant, lesquelles doivent avoir été données avec exactitude, et sous sa seule responsabilité.

12.7 Utilisation de liens hypertexte

L’ACHETEUR ou le simple internaute ayant transmis certaines de ses données personnelles au SITE est informé que les liens hypertexte contenus dans la PLATEFORME afin de lui permettre d’être dirigé vers des sites internet exploités par des tiers, ne sont fournis qu’à titre indicatif, et que la SOCIETE ne saurait à aucun moment et pour quelque cause que ce soit, voir engager sa responsabilité, particulièrement en matière de protection des données à caractère personnel, pour le cas où les tiers exploitants du ou des sites consultés, porteraient une atteinte quelconque aux droits ou aux biens ou à la personne de l'ACHETEUR ou le simple internaute ayant transmis certaines de ses données personnelles au SITE .

12.8 Cookies et traceurs

L’ACHETEUR ou le simple internaute ayant transmis certaines de ses données personnelles au SITE est informé de la possible utilisation de fichiers de repérage et de stockage d’informations dits « Cookies » ou « traceurs » (ci-après indifféremment les « COOKIES ») :

- par la PLATEFORME, notamment aux fins de facilitation de l’accès, d’amélioration de la qualitéde la navigation et des fonctionnalités de la PLATEFORME,
- par des site tiers, notamment à des fins statistiques (Google, …), ou d’hébergement (OVH,1and1, …) ou de partage de réseaux (Facebook, Twitter, Instagram, …),

Les COOKIES utilisés par la PLATEFORME sont réservés à un usage interne, et les informations collectées ne sont pas jamais transmises à des tiers.

Conformément aux lois en vigueur sur la protection des données personnelles, notamment la Directive Européenne n° 2009/136/CE du 25 novembre 2009, apportant modification de l’article 5 (3) de la Directive n° 2002/58/CE, à l’article 32-II de la loi française du 6 janvier 1978 modifiée, et au RGPD, l'ACHETEUR ou le simple internaute ayant transmis certaines de ses données personnelles au SITE est informé qu’il peut s’opposer à tout moment à l’enregistrement des COOKIES ou les supprimer selon les modalités généralement mentionnées sous l’onglet « en savoir plus » lors de l’apparition d’un bandeau d’information sur la présence de COOKIES, ou en se rapportant aux manuels d’utilisation du navigateur habituel ou de l’ordinateur.

Certains traceurs nécessitent un consentement préalable de l'ACHETEUR ou le simple internaute ayant transmis certaines de ses données personnelles au SITE, par exemple lorsqu'ils sont liés à des opérations relatives à la publicité, ou ceux des réseaux sociaux générés par des « boutons de partage » lorsqu'ils collectent des données personnelles sans consentement des personnes concernées, ou encore à l'occasion de mesures d'audience.

En revanche, certains COOKIES étant indispensables au bon fonctionnement de la PLATEFORME pour répondre à la demande de l'ACHETEUR ou le simple internaute ayant transmis certaines de ses données personnelles au SITE, peuvent être mis en oeuvre sans autorisation préalable, et ne peuvent être ni modifiés ni supprimés (accès au panier, accès à l'espace personnel, mesures d'audiences type « analytics », etc ..) sans risquer de perturber ou d'empêcher la réalisation de la demande de l'ACHETEUR ou le simple internaute ayant transmis certaines de ses données personnelles au SITE.

12.9 Réseaux sociaux

La PLATEFORME n'utilise aucun lien (« plug-in ») permettant un accès direct à des réseaux sociaux, comme ceux de Facebook, Twitter ou Instagram. Il n'est donc pas forcément indispensable de se déconnecter du réseau social avant de visiter la PLATEFORME pour éviter la collecte d'informations concernant l'ACHETEUR ou le simple internaute ayant transmis certaines de ses données personnelles au SITE par ce réseau.

Mais l'ACHETEUR ou le simple internaute ayant transmis certaines de ses données personnelles au SITE est avisé qu'il lui est toutefois conseillé de se déconnecter préalablement des réseaux pour éviter ou réduire le risque d'une appréhension de ses données personnelles, ce dont la SOCIETE ne pourra pas être tenue pour responsable.

Article 13. Sur l'atteinte à la réputation et toute forme de dénigrement

Toute personne physique ou morale, l'ACHETEUR ou le simple internaute ayant transmis certaines de ses données personnelles au SITE ou non du SITE et/ou des SERVICES proposés par la SOCIETE et/ou par la PLATEFORME, qui par ses propos tenus oralement, par vidéo ou par écrit, ou par n'importe quel autre moyen, sur quelques supports ou par quelque procédé que ce soit, y compris sur des réseaux sociaux ou sur des forums ouverts ou fermés, et/ou qui aurait un comportement, direct ou indirect, de nature à porter atteinte à l'image et/ou à la réputation du SITE et/ou de la SOCIETE et/ou à la MARQUE « Declaration-cession.fr », que ces propos ou comportements soient tenus en public ou en réseau(x) privé(s) néanmoins accessible(s) à des tiers du fait de sa diffusion, même involontaire ou indirecte par un membre du réseau, pourra faire l'objet de poursuites individuelles ou collectivement avec d'autres, y compris sur le plan judiciaire, devant toute juridiction compétente, aux fins de voir supprimer toute atteinte, et réparer le dommage causé à la SOCIETE, qu'il soit moral ou financier.

Article 14. Sur le SAV et le Règlement des litiges

Le service après-vente, dit « SAV », se fait par mail à l'adresse Declaration-cession.fr ou par tchat sur toutes les pages du site du lundi au vendredi de 9h à 17h.

En cas de réclamation, le client s'adressera à la société en charge de son dossier, à savoir – selon les cas – la société GTCA62 ou la société FORMALITE AUTO.

En second recours, il peut s'adresser au Médiateur de la Fédération Nationale de l'automobile (FNA) :

- en remplissant ce formulaire (le plus simple) : https://www.mediateur.fna.fr/saisir-le-mediateur.htm

- ou par email mediateur@fna.fr

La société FORMALITE AUTO vous informe de l’existence de la plateforme européenne de règlement en ligne des litiges, destinée à recueillir les éventuelles réclamations issues d’un achat en ligne des consommateurs européens et de les transmettre aux médiateurs nationaux compétents : cette plate-forme est accessible à l’adresse : https://ec.europa.eu/consumers/odr/